

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du bataillon de marche n°24
BP 10001
67070 Strasbourg

Strasbourg, le 15/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ARLANXEO Emulsion Rubber France SAS

BP 7
67610 La Wantzenau

Références : FR0000000000000826
Code AIOT : 0006700526

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/01/2024 dans l'établissement ARLANXEO Emulsion Rubber France SAS implanté ZI Rue du Ried 67610 La Wantzenau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARLANXEO Emulsion Rubber France SAS
- ZI Rue du Ried 67610 La Wantzenau
- Code AIOT : 0006700526
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société ARLANXEO exploite des installations de fabrication de caoutchoucs synthétiques soumises à autorisation, réglementées par l'arrêté préfectoral codificatif du 16 mai 2022.

Les activités de " Production de produits chimiques organiques en vrac par craquage, reformage, oxydation partielle ou totale, ou par d'autres procédés similaires, avec une capacité de production supérieure à 100 tonnes par jour " et de " Combustion de combustibles dans des installations dont la puissance calorifique totale de combustion est supérieure à 20 MW (à l'exception des installations d'incinération de déchets dangereux)" soumettent les installations au Système

d'Échange des Quotas d'Émissions de gaz à effet de serre (SEQE). A ce titre, l'exploitant doit déclarer chaque année ses émissions de CO2 et ses niveaux d'activité de l'année précédente. Ces déclarations sont effectuées sur la base d'un Plan de Surveillance des émissions (PDS) et d'un Plan Méthodologique de Surveillance des niveaux d'activité (PMS) approuvés par le préfet.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Diagramme des flux	Règlement européen du 19/12/2018, article 8 + ANNEXE VI du Règlement 2019/331	Demande d'action corrective	3 mois
3	Sources de données (quantités de chaleur mesurable consommées)	Règlement européen du 19/12/2018, article 7-1 et 7-2 du Règlement 2019/331	Demande d'action corrective	3 mois
4	Programme métrologique pour la détermination des niveaux d'activité	Règlement européen du 19/12/2018, article 11 du Règlement 2019/331	Demande d'action corrective	3 mois
5	Contenu du Plan Méthodologique de surveillance	Règlement européen du 19/12/2018, article 8 + annexe VI du Règlement 2019/331	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Détermination des quantités nettes de chaleur mesurable consommée	Règlement européen du 19/12/2018, article points 7.1 et 7.2 de l'ANNEXE VII du Règlement 2019/331	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des améliorations doivent être apportées au Plan Méthodologique de Surveillance des niveaux d'activité d'ici le 30 avril 2024 et le programme métrologique doit être précisé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Diagramme des flux

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 8 + ANNEXE VI du Règlement 2019/331
Thème(s) : Risques chroniques, Quotas CO2
Prescription contrôlée : Article 8 Contenu et soumission du plan méthodologique de surveillance 1.L'exploitant d'une installation qui demande à bénéficier d'une allocation de quotas à titre gratuit en vertu de l'article 4, paragraphe 2, point b), et de l'article 5, paragraphe 2, établit un plan méthodologique de surveillance qui contient, en particulier, une description de l'installation et de ses sous-installations ainsi que de ses procédés de production et une description détaillée des méthodes de surveillance et des sources de données. Le plan méthodologique de surveillance comprend une documentation détaillée, complète et transparente de toutes les étapes de collecte des données, et contient au moins les éléments mentionnés à l'annexe VI. (...) Annexe VI Contenu minimal du Plan Méthodologique de Surveillance Le plan méthodologique de surveillance comprend au moins les informations suivantes: 1.Informations générales concernant l'installation : (...) d) un diagramme présentant au moins les informations suivantes: - les éléments techniques de l'installation, en indiquant les sources d'émissions ainsi que les unités productrices et consommatrices de chaleur; - toutes les circulations d'énergie et de matières, notamment les flux, la chaleur mesurable et non mesurable, l'électricité s'il y a lieu et les gaz résiduels; - les points et dispositifs de mesure; - les limites des sous-installations, notamment la distinction entre les sous-installations utilisées pour des secteurs considérés comme étant exposés à un risque important de fuite de carbone et les sous-installations utilisées pour d'autres secteurs, sur la base des codes NACE Rév. 2 ou Prodcom; (...)
Constats : L'installation est découpée en 3 sous-installations : - avec référentiel de chaleur CL (Carbon Leakage : Fuite de Carbone), - avec référentiel de combustible CL, - avec émissions de procédés, CL. Le diagramme des flux contenu dans le Plan Méthodologique de Surveillance (PMS) V2 déposé en septembre 2023 devra être modifié pour prendre en compte les observations suivantes : - faire figurer schématiquement les unités utilisatrices de chaleur de la sous-installation avec référentiel de chaleur CL et celles d'où provient le butadiène recyclé ; - la torche de sécurité du butadiène doit être exclue de la sous-installation émissions de procédé conformément au tableau 1 de la Guidance 8 "Waste gases and process emissions sub-installation" ; cette modification a très peu d'impact sur l'allocation de quotas gratuits, le torchage de sécurité portant sur 2 à 4 tonnes de butadiène par an selon l'exploitant ; - distinguer les flux de vapeur et de condensats, y compris les flux perdus ; - ajouter le barillet vapeur et le compteur général vapeur en sortie de chaufferie ; - préciser le numéro d'identification des compteurs comme sur le schéma des compteurs ENGIE (afin notamment de permettre le lien avec les niveaux de méthode annoncés dans le PMS, le lien avec le programme métrologique et leur identification sur le terrain) ; - préciser le rôle des différents compteurs à travers la légende : compteurs utilisés pour la déclaration des niveaux d'activité ou en secours et/ou pour un contrôle de cohérence ; et s'assurer de la cohérence avec la partie descriptive du PMS.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Détermination des quantités nettes de chaleur mesurable consommée

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, points 7.1 et 7.2 de l'ANNEXE VII du Règlement 2019/331
Thème(s) : Risques chroniques, Quotas CO2
Prescription contrôlée : Annexe VII Méthodes de surveillance des données 7. Règles de détermination de la chaleur mesurable nette 7.1. Principes Toutes les quantités de chaleur mesurable indiquées se rapportent à la quantité nette de chaleur mesurable, déterminée comme le contenu calorifique (enthalpie) du flux thermique transmis au procédé consommateur de chaleur ou à l'utilisateur externe, diminué du contenu calorifique du flux de retour. Les procédés consommateurs de chaleur qui sont nécessaires au fonctionnement du système de production et de distribution de chaleur, tels que le dégazage, la préparation d'eau d'appoint et les purges régulières de vapeur, sont pris en compte dans le rendement du système thermique et ne peuvent donc pas être considérés comme des procédés consommateurs de chaleur ouvrant droit à une allocation. Lorsque le même milieu caloporteur est utilisé de manière consécutive dans plusieurs procédés et que sa chaleur est consommée à partir de différents niveaux de température, la quantité de chaleur consommée par chaque procédé consommateur de chaleur est déterminée séparément, sauf si les procédés en question relèvent de la même sous-installation. Le réchauffage du milieu caloporteur entre des procédés consommateurs de chaleur consécutifs devrait être traité comme une production de chaleur supplémentaire.(...) 7.2. Méthodes de détermination des quantités nettes de chaleur mesurable (...) Méthode 1 : Recours à des mesures Selon cette méthode, l'exploitant mesure tous les paramètres pertinents, en particulier la température, la pression et l'état du milieu caloporteur transmis et restitué. Si le milieu caloporteur est de la vapeur d'eau, on entend par «état» son degré de saturation ou de surchauffe. L'exploitant mesure en outre le débit (volumique) du milieu caloporteur. Sur la base des valeurs mesurées, l'exploitant détermine l'enthalpie et le volume massique du milieu caloporteur à l'aide des tables des constantes de la vapeur d'eau pertinentes ou de logiciels d'ingénierie adaptés. (...)
Constats : Depuis 2021, l'exploitant détermine à travers sa revue énergétique la chaleur consommée par les différents équipements utilisateurs de chaleur. La détermination est adaptée à chaque type d'équipement et prend des formes diverses : mesure directe ; mesure indirecte (température eau entrée et température atteinte par exemple) ; durée de service d'une vanne, degré d'ouverture et consommation associée connue ; intégration des pertes dues aux purges de vapeur et aux condensats non recyclés, etc. Selon l'exploitant, les données mesurées par les différents capteurs utilisés sont remontées et intégrées toutes les 10 minutes. Les pertes de chaleur (différence entre la chaleur nette produite et la chaleur nette consommée) déclarées depuis 2019 s'élèvent à 10 à 40 TJ. La méthode pour la détermination de la chaleur consommée retenue par l'exploitant intègre bien les pertes par conduction liées au transport de la chaleur (entre 3 à 5 km de canalisations sur site selon l'exploitant) puisque la chaleur consommée est mesurée ou calculée au niveau des équipements. Concernant l'absence de mesure directe de la chaleur consommée par certains équipements, voir le point de contrôle suivant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Sources de données (quantités de chaleur mesurable consommées)

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, articles 7-1 et 7-2 du Règlement 2019/331
Thème(s) : Risques chroniques, Quotas CO2
Prescription contrôlée : Article 7-1. Les exploitants obtiennent des données exhaustives et cohérentes et veillent à l'absence de double comptage et de chevauchement entre les sous-installations. Les exploitants appliquent les méthodes de détermination énoncées à l'annexe VII, font preuve de la diligence appropriée et utilisent des sources de données représentant le plus haut degré d'exactitude possible conformément à la section 4 de l'annexe VII. Article 7-2. Par dérogation au paragraphe 1, l'exploitant peut utiliser d'autres sources de données conformément aux sections 4.4 à 4.6 de l'annexe VII, pour autant qu'une des conditions suivantes soit remplie: a) l'utilisation des sources de données les plus exactes conformément à la section 4 de l'annexe VII n'est pas techniquement possible; b) l'utilisation des sources de données les plus exactes conformément à la section 4 de l'annexe VII entraînerait des coûts excessifs; c) sur la base d'une évaluation simplifiée de l'incertitude mettant en évidence les principales sources d'incertitude et donnant une estimation du degré d'incertitude associé, l'exploitant démontre de manière concluante à l'autorité compétente que le degré d'exactitude de la source de données qu'il propose est équivalent ou supérieur à celui des sources de données les plus exactes en vertu de la section 4 de l'annexe VII.
Constats : Comme décrit au point précédent, l'exploitant ne recourt pas à la source de données la plus exacte (4.5.a : détermination directe par un instrument de mesure conforme à la directive MID sur les instruments de mesure) définie à la section 4.5 de l'Annexe VII du règlement 2019/331 pour déterminer la chaleur mesurable nette consommée par ses installations. Il a déposé une demande de dérogation pour infaisabilité technique car le comptage vapeur n'est pas couvert par la directive MID relative aux instruments de mesure, mais cette demande doit également porter sur les niveaux de méthode inférieurs qui ne sont pas atteints non plus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Programme métrologique pour la détermination des niveaux d'activité

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 11 du Règlement 2019/331
Thème(s) : Risques chroniques, Quotas CO2
Prescription contrôlée : Article 11 Système de contrôle (...) 2. Aux fins du paragraphe 1, premier alinéa, l'exploitant établit, consigne, met en œuvre et tient à jour des procédures écrites concernant les activités de gestion du flux de données et les activités de contrôle, et fait référence à ces procédures dans le plan méthodologique de surveillance conformément à l'article 8, paragraphe 3. 4. Aux fins du paragraphe 3, point a), l'exploitant s'assure que tout l'équipement de mesure nécessaire est étalonné, réglé et vérifié à intervalles réguliers, y compris avant l'utilisation, et contrôlé par rapport à des normes de mesure correspondant aux normes internationales,

lorsqu'elles existent, et qu'il est adapté aux risques mis en évidence.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un tableau recensant les compteurs de gaz, vapeur, eau, butadiène au niveau de la chaufferie et fioul (moto-pompes et groupes électrogènes). Le tableau comporte le type de compteur, modèle, numéro de série, identifiant, type de correction apportée, unité de sortie, fréquence de vérification de l'intégrateur (1an), date de dernière vérification et date de prochaine vérification. Il est accompagné d'un schéma de l'installation ;</p> <p>Ont été présentés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les certificats d'étalonnage des 2 compteurs de butadiène, datés du 17/07/2023 (FIT 2C575) et du 17/10/2023 (FIT 1C575) ; - un rapport de validation métrologique des compteurs vapeur et gaz établi par Bureau Veritas le 26/12/2023 pour une vérification effectuée du 28 au 30/11/2022. L'exploitant devra veiller à obtenir ce type de rapport dans de meilleurs délais à l'avenir. <p>La prochaine vérification est programmée le 08/01/2024.</p> <p>Le rapport se prononce sur l'étalonnage des capteurs de pression et de température et pour certains instruments, sur le comptage des débits. Un compteur n'a pu être vérifié en raison d'une fuite de vapeur, certaines mesures n'ont pas été jugées satisfaisantes, certains capteurs se sont révélés être utilisés en dehors de leur plage de calibration.</p> <p>Pour finir, un compteur gaz mentionné dans le rapport (9240F10) n'est mentionné ni dans le tableau de recensement des compteurs, ni sur le schéma l'accompagnant. Et le compteur de gaz 2C545 mentionné sur le schéma et dans le tableau n'est pas mentionné dans le rapport de Bureau Veritas.</p> <p>Le tableau mentionne par ailleurs des compteurs non mentionnés sur le schéma. La référence 1C545 figure 2 fois dans le tableau.</p> <p>En conclusion, l'exploitant devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> - préciser s'il a pris en compte les conclusions du rapport de Bureau Veritas pour ce qui concerne les compteurs utilisés dans le cadre du SEQE, - identifier ces derniers dans le tableau de recensement et faire figurer leur identifiant sur le diagramme des flux, - mettre en place une procédure concernant ses activités de contrôle des différents équipements de mesure utilisés pour sa déclaration des émissions et des niveaux d'activité (dont la déclaration de la chaleur mesurable consommée), - préciser la fréquence « d'étalonnage, réglage et vérification » des différents équipements de mesure (le tableau sus-mentionné ne comporte que la fréquence de vérification des dispositifs intégrateurs des équipements).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Contenu du Plan Méthodologique de surveillance

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 8 + annexe VI du Règlement 2019/331
Thème(s) : Risques chroniques, Quotas CO2
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 8 Contenu et soumission du plan méthodologique de surveillance</p> <p>1.L'exploitant d'une installation qui demande à bénéficier d'une allocation de quotas à titre gratuit en vertu de l'article 4, paragraphe 2, point b), et de l'article 5, paragraphe 2, établit un plan méthodologique de surveillance qui contient, en particulier, une description de l'installation et de ses sous-installations ainsi que de ses procédés de production et une description détaillée des méthodes de surveillance et des sources de données. Le plan méthodologique de surveillance</p>

comprend une documentation détaillée, complète et transparente de toutes les étapes de collecte des données, et contient au moins les éléments mentionnés à l'annexe VI. (...)

ANNEXE VI Contenu minimal du plan méthodologique de surveillance

Le plan méthodologique de surveillance comprend au moins les informations suivantes:

(...)

3. Méthodes de surveillance au niveau de l'installation:

a) une description des méthodes utilisées pour quantifier le bilan de l'importation, de la production, de la consommation et de l'exportation de chaleur, pour l'ensemble de l'installation;

(...)

Les descriptions des méthodes utilisées pour quantifier les paramètres à surveiller et à déclarer précisent, selon qu'il convient, les étapes de calcul, les sources de données, les formules de calcul, les facteurs de calcul pertinents, notamment l'unité de mesure, les contrôles horizontaux et transversaux pour corroborer les données, les procédures qui sous-tendent les plans d'échantillonnage, l'équipement de mesure utilisé, avec un renvoi au diagramme correspondant et une description de la manière dont il est installé et entretenu, ainsi que la liste des laboratoires qui participent à la mise en œuvre des procédures d'analyse pertinentes. Le cas échéant, la description comprend le résultat de l'évaluation simplifiée de l'incertitude visée à l'article 7, paragraphe 2, point c). Pour chaque formule de calcul, le plan fournit un exemple utilisant des données réelles.

Constats :

Le PMS doit expliquer la manière dont chaque donnée contenue dans le fichier de déclaration des niveaux d'activité est obtenue et, pour ce faire, respecter le contenu défini à l'annexe VI repris ci-dessus.

Le PMS actuel ne répond pas à cette prescription. Par ailleurs, une partie des informations requises est contenue dans un document annexe intitulé « Procédure pour la surveillance et la déclaration des émissions de gaz à effet de serre et des niveaux d'activité » ENV017 au lieu d'être contenue dans le PMS.

L'exploitant devra veiller à préciser pour chaque source de données mentionnée, le niveau de méthode associé afin qu'il n'y ait pas d'ambiguïté à ce sujet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois